

- Sommaire des articles publiés dans les bulletins CNCE du n° 1 à 89 : page 1 et suivantes
- Sommaire de la jurisprudence publiée dans les bulletins CNCE du n° 1 à 89 : page 13 et suivantes

RAPPEL : le "Guide de l'enquête publique" édité par la CNCE, aborde l'ensemble des thèmes énumérés ci-dessous, y compris les textes législatifs et la jurisprudence...

Sommaire des articles publiés dans les bulletins CNCE (du n° 1 à 89 *)

* Lorsque plusieurs articles ont traité le même sujet, seul l'article le plus récent est cité

THÈMES		N° du bulletin
Sujets	Articles	
COMMISSAIRES-ENQUÊTEURS		
Code d'éthique et de déontologie des membres de la CNCE		63
Désignation, information, formation		
	La désignation, l'information, la formation et le perfectionnement des CE (R. Bourny)	12
	Réponses à quelques questions (Mme Gamguilhem - Vice Pdt Section du TA de Paris)	13
	Libres propos... De la formation des CE (S. Loyant)	14
	Stage national de formation des CE sur les enquêtes publiques en matière de transports	18
	La mission du CE (R. Bourny)	22
	Fiches techniques	27
	Réponses à quelques questions (D. Ruez)	27
	L'aptitude des CE : la politique de la CNCE à propos des avancées législatives et des reculs réglementaires annoncés (D. Ruez)	29
	Formation des CE	31
	Projets de décret et circulaire relatifs aux listes départementales d'aptitude des CE	34
	Explorer de nouvelles populations de CE (entretien avec J. Thomas, président TA Besançon)	35
	Le décret 2002-1341 du 5/11/02 relatif à la désignation et à l'indemnisation des CE (M. Sablayrolles)	47
	Parrainage des nouveaux CE (courrier des lecteurs)	51
	La "CE aptitude" (édito de J. Breton)	53
	Indépendance du CE (courrier des lecteurs)	65
	Les listes d'aptitude des commissaires-enquêteurs (statistiques listes 2010)	68
	Recrutement et formation des commissaires-enquêteurs (réponses ministérielles)	69
	CE conduisant plusieurs enquêtes publiques en parallèle (courrier des lecteurs)	73
	La CNCE et la formation de ses membres	74
	Handicap et enquête publique (V. Bernard - JM Lauret)	74
	Listes d'aptitude 2013 - Analyse	76
	Variations brutes des effectifs sur les listes d'aptitude des CE dans 99 départements en 2017	87
	Question-Réponse / Choix du commissaire enquêteur (liste d'aptitude)	88
	Sondage des Compagnies de la CNCE sur la formation pratique des nouveaux CE (tutorat)	88
	Question-Réponse / Dessaisissement du commissaire enquêteur	89
Mission		
Généralités		
	Le point de vue de l'administration	4
	La crédibilité du CE et de la CNCE (R. Bourny)	7
	La mission du CE (R. Bourny)	22
	Des exemples à suivre	23
	La mission et le rôle du CE (J. Garcin)	26
	Recours à un expert (R. Bourny)	29
	Critiques adressées au CE : réponse de la CNCE	36
	Libres propos : un procès en sorcellerie (D. Ruez)	38
	Critiques à l'encontre des CE et de l'enquête publique : réaction du CA du 1/10/99	38
	Étude sur la fonction de CE : tâches générées par la conduite des enquêtes publiques (R. Le Buhan)	56
	Menaces, pressions ou diffamation	59
	Diffamation, menace, pressions à l'encontre d'un CE (réponse ministérielle)	65
	Conservation des documents relatifs à une enquête (courrier des lecteurs)	73
	Handicap et enquête publique (V. Bernard - JM Lauret)	74
	Projets controversés, CE mis en cause : Comment faire face à ce type de situation ?	82
	L'indépendance et l'impartialité du CE	86
	"Deffense et illustration" de l'enquête publique	88
	Concertation - Les commissaires enquêteurs remontés contre le procès fait à l'enquête publique (Morgan Boëdec)	89
	La valeur sociétale du commissaire enquêteur dans un projet soumis à l'enquête publique	89
Incompatibilités		
	La jurisprudence de l'EP - journée d'info. du 16/01/88 à Paris (R. Bourny)	2
	La mission du CE (R. Bourny)	22
Statut - "Qualité" - Identité - Comportement		
	L'indemnisation et le statut du CE (rapport de la commission du statut administratif et fiscal du CE)	3
	Le rôle du CE (R. Bourny)	6
	Le comportement du CE	8
	Nature des fonctions et identité du CE (G. Delaunay)	14
	Libres propos... vers quel statut du CE se dirige-t-on ? (S. Loyant)	18
	Libres propos... réponse de D. Isambert aux libres propos de M. Loyant (bull 18)	19
	Libres propos... Le CE, agent bénévole ? ou collaborateur occasionnel rétribué ? (J.C. Genty)	19

La mission du CE (R. Bourny)	22
Réflexions sur une éthique du CE (R. Bourny)	30
Motivation du CE	34
Statut du CE et cotisations sociales	35
À propos de la responsabilité pénale des CE (J-M. Moulin et H. Poliakoff)	35
Statut du CE (Réforme de la pratique de l'enquête publique / Pour un nouveau CE)	44
Le rôle du CE dans sa relation avec le public (M. Bertrand)	52
Indépendance du CE (courrier des lecteurs)	65
CE salarié d'une collectivité territoriale (courrier des lecteurs)	65
Commissaire enquêteur et statut d'auto-entrepreneur (réponse ministérielle)	67
Commissaire enquêteur : une mission en CDD (M. Sablayrolles)	71
La "qualité" des commissaires enquêteurs (JP. Chaulet)	78
Expert ou généraliste	
Les rôles respectifs du CE et de l'expert (P. Mindu - Vice Pdt TA Grenoble)	7
Entre le CE "généraliste" et l'Expert... Vers une spécialisation du CE (G. Delaunay)	9
Libres propos (réponses MM. Loyant et Baklouti au point de vue de M. Delaunay)	11
Rapport et conclusions	
Les conclusions motivées du CE (tribune libre. M. Chaumet)	1
Conseils pratiques concernant le rapport du CE (exemple de rapport)	1
Obligation pour le CE de donner des conclusions nettes	2
La publicité aléatoire du rapport et des conclusions de l'enquête (M. Chaumet)	4
annexe 16 : Exemple de rapport du CE concernant un POS	6
Le rapport et l'avis du CE - considérations juridiques et pratiques (J. Thomas)	7
Les rapports et conclusions du CE et son indemnisation	8
Exemple de rapport d'enquête concernant un projet routier	8
Exemple de rapport de mise en compatibilité d'un POS	8
Exemple de rapport d'enquête parcellaire	8
Réponses à quelques questions (Mme Gamguilhem - Vice Pdt Section du TA de Paris)	13
Un outil de réflexion à la disposition du CE : La théorie du bilan (E. Dupuis)	21
La mission du CE (R. Bourny)	22
Libres propos... À propos du "document séparé" (G. Delaunay)	27
Prise en compte des contre-propositions produites au cours de l'enquête	28
Indépendance des conclusions du CE	38
Comment formuler des conclusions motivées (Philippe Le Bomin)	44
Prise en compte de l'avis défavorable du CE (courrier des lecteurs)	52
Conclusions personnelles du CE : mise au point de la présidente du TA de Rouen	61
Communication du rapport et des conclusions du CE - Enquête PLU (courrier des lecteurs)	65
Un rapport d'enquête de 1870 (courrier des lecteurs)	65
Obligation pour le CE de motiver son avis : commentaire de la jurisprudence (M. Bordenave)	71
Rapport et conclusions d'enquête sous forme de fichier informatique (courrier des lecteurs)	73
Libres propos / Enquête publique versus Évaluation - Remarques et propositions (A. Fauqueur)	76
Éolien : Nouvelle annulation d'un permis de construire pour irrégularité de l'avis du CE (A. Gossement)	77
Avis et / ou recommandations (JP. Chaulet)	78
Réserves et / ou recommandations, leur place respective au sein des conclusions (JP. Chaulet)	80
Libres propos : Evaluer, pourquoi et comment ? (A. Fauqueur)	80
Observations, courriers et courriels parvenus après la fin de l'enquête / conclusions à compléter	86
Question-Réponse / Mise à disposition du rapport d'enquête	88
Question-Réponse / Consultation du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur	89
Les délais de l'enquête publique environnementale : à quoi doit-on veiller ?	89
Commission d'enquête - Suppléants	
La commission d'enquête (R. Bourny)	4
Le rôle des CE suppléants (G. Porcell et R. Bourny)	36
Le CE suppléant (C. Vignacq)	48
Avis dissident au sein d'une commission d'enquête (courrier des lecteurs)	59
Le commissaire enquêteur suppléant... Rôle et mise en œuvre de son statut (E. Chaussebourg et C. Vignacq)	76
DOSSIER Les commissions d'enquête : organisation et règles pratiques de fonctionnement (B. Chalopin et JP. Chaulet)	80
Indemnisation	
Relations entre la nature des enquêtes publiques et leur indemnisation (enq D. Ruez)	15
Argumentaire... pour la prise en charge par le maître d'ouvrage de l'indemnisation des CE	18
Documents... Lettre adressée à M. Min. de l'Équipement par la commission d'enq sur TGV Méditerranée	19
Enquêtes conjointes, indemnisation du CE (S. Loyant)	20
Prise en charge de frais d'enquêtes (autres que frais de déplacement) - (R. Bourny)	20
Loi de finances 1994 (indemnisation à la charge des maîtres d'ouvrage... correspondance avec le ministre...)	21
La mission du CE (R. Bourny)	22
Application de l'art. 8 de la loi du 12/07/83 (remboursement de certains frais d'enquête)	23
Indemnisation des CE retraités de la fonction publique	23
L'indemnisation des CE - modalités pratiques (R. Bourny)	25
Les importantes réformes en matière d'enquête publique (R. Bourny)	25
Réponses à quelques questions (D. Ruez)	27
Libres propos (Réflexions et obs. sur la circ. du 9/05/95 du Min. de l'Envt aux pdts de TA - J.C Genty)	27
Modalités de versement de l'indemnisation des CE : une pratique à proscrire impérativement	33
Réforme de l'indemnisation des CE	34
L'indemnisation des CE et la réalité économique de ses composantes (D. Ruez)	36
La Compagnie des CE du Languedoc-Roussillon face à un maître d'ouvrage défaillant (M. Lafay)	36
Allocations provisionnelles versées aux CE	44
Le décret 2002-1341 du 5/11/02 relatif à la désignation et à l'indemnisation des CE (M. Sablayrolles)	47

Versement de l'indemnisation des CE sous forme de salaire	50
Indemnisation des CE dans les procédures de déclassement de voirie (courrier des lecteurs)	51
Modèle de lettre de rappel que peut adresser le CE au maître d'ouvrage proposé par la CNCE et la CDC	51
Indemnisation des CE fonctionnaires en activité (M. Bordenave, commentaire arrêté Conseil d'Etat du 10/01/05)	54
CE et bulletins de salaire : lettre-type	55, 57
Intervention de la Caisse des Dépôts et Consignations à l'AG du 24/04/08	63
Les petites communes et les modalités de rémunération des CE (réponse ministérielle)	65
Lettre circulaire aux maires du département (CCE Loir-et-Cher)	66
Modèle de lettre à envoyer en fin d'enquête au pétitionnaire	66
Recouvrement de l'indemnisation (face à un maître d'ouvrage privé)	67
Recouvrement de l'indemnisation face à un maître d'ouvrage public (extraits article Moniteur des TP du 30/12/05)	70
Les frais de repas des collaborateurs occasionnels du service public	70
Le fonds d'indemnisation des CE (FICE)	50, 62, 70, 74à76
Indemnisation des temps de déplacement pendant la conduite de l'enquête publique	73
Délais de paiement des enquêtes publiques	76
Idées et libres propos / Paiement des commissaires enquêteurs (JC. Drouet)	76
À propos de l'indemnisation - Rapport d'étape à fin novembre (J. Breton)	77
Le coût des enquêtes publiques (L. Grzeskowiak)	77
Interview du FICE	81
Maîtres d'ouvrage récalcitrants / N°SIRET	86

Fiscalité

Indemnisation et fiscalité - Dialogue avec le ministre (R. Bougle)	19
Le CE face à la réglementation des cumuls (S. Loyant)	21
Taxe professionnelle : le bon exemple	21
L'indemnisation des CE - modalités pratiques (R. Bourny)	25
Immatriculation à l'INSEE (N° Siren) - Taxe professionnelle	50
Dégrèvement de la taxe professionnelle	51
Commissaires-enquêteurs et taxe professionnelle (analyse juridique de Me Egloff)	69
Commissaires-enquêteurs et impôts (rescrit)	70
Commissaires-enquêteurs, code APE et Contribution Economique Territoriale (ancienne taxe professionnelle) - (réponse ministérielle)	70
Les commissaires enquêteurs et la Contribution Economique Territoriale (ex taxe professionnelle)	75

Aspects sociaux / Assurances

De la couverture sociale du commissaire-enquêteur (S. Loyant)	13
Libres propos... À propos du rapport couverture sociale du CE (S. Loyant)	14
Les CE de la Somme et l'Urssaf	18
Vous et votre assurance (H. Perraud)	27
Assurance véhicule	28
Statut du CE et cotisations sociales	35
Conséquence d'une défaillance de santé (R.E. Barbier)	35
Le statut social du CE après les apports de la loi 98-1194 (M. Sablayrolles)	36
Affiliation des CE au régime général de la sécurité sociale : décision de l'Urssaf de Saône-et-Loire	37
Affiliation des CE au régime général de la sécurité sociale (suite)	40
Le CE et les cotisations sociales	46
Dossier : affiliation des CE au régime général de la sécurité sociale	50
Protection juridique des adhérents de la CNCE	58
Assujettissement des CE au régime général de la sécurité sociale	62
Intervention de la GMF concernant la protection juridique (AG du 24/04/08)	63
Rappels concernant le contrat multigarantie associations CNCE	63
Notice d'information contractuelle (assurance protection juridique des adhérents)	65
CE hospitalisé en cours d'enquête (courrier des lecteurs)	65
Lettre circulaire aux maires du département (CCE Loir-et-Cher)	66
Réponse du Médiateur de la République (assujettissement des CE au régime général de la sécurité sociale)	70
Indemnisation des CE et charges sociales	73
Retour sur les contrats d'assurance	81
FLASH INFO ! CE et charges sociales	84
Il revient au pétitionnaire de calculer et verser les charges sociales	88

ENQUÊTES PUBLIQUES

Généralités

Il y a enquêtes... et enquêtes (décret 85-453)	1
Les TA face à la nouvelle enquête publique	3
Points de vue du public, ass. de l'Environnement, prof. de droit public et CNCE sur les enq. pub.	11
Réponses à quelques questions (Mme Gamguilhem - Vice-Pdt TA Paris)	13
Avis de la CNCE sur le rapport annuel 1990 du Conseil d'État (R. Bourny)	14
Changer l'enquête publique (la lettre du Débat n° 3 - mai 1992)	15
Transport destination 2002 - Rapport de la mission Carrère	15
Sourions... ou comment appliquer lois et rég. (enq. de commodo et incommodo, J. Huron)	18
Documents... Lettre adressée à M. Min. EQT par la commission d'enq sur TGV Méditerranée	19
Bilan d'application de la loi du 12 juillet 1983 (sur les enq. autres que relatives au IC) (D. Ruez)	20
Les enquêtes publiques et la démocratie (Art. de M. Bourny paru dans Études Foncières)	21
Le rôle du maire dans le cadre de l'enquête publique (Art. de C. Cabanes, avocat à la Cour, paru dans Le courrier des Maires)	23
Où s'arrête le caractère public d'un document ? (Échange courrier M. Roy / C. Leyrit, Min. Équipement)	23
Libres propos... Réflexions d'un CE en juin 1994 (P. Naudet)	23
Libres propos... Réflexions sur un cas de suspension d'enquête (E. Dupuis)	27
Y-a-t'il, y aura t'il un CE dans l'enquête ? (J. P. Raffin, FNE)	28

Une parodie de démocratie ? (art. Ca m'intéresse)	28
Disparition des documents au cours de l'enquête (G. Delaunay)	29
Démarche intéressante d'un professeur d'IUT (J. Houyel)	30
Extrait de "Enquêtes publiques et Environnement" (Xavier Piechaczyk)	31
Vertus et limites de l'enquête publique (Isabelle Berthier)	31
L'utilité publique n'est plus ce qu'elle était - CR Journée d'étude du 29/10/96 organisée par l'ass. Espaces pour demain	31
Autoroute A 51 : une enquête publique mort-née (P. Carrias)	31
L'impact de la directive européenne du 3/03/97 sur les enquêtes publiques (R. Bourny)	31
Pour rire un peu, histoire vraie (G. Delaunay)	32
Critiques adressées au CE : réponse de la CNCE	36
L'enquête publique au crible des CE (W. Allaire)	37
Libres propos : un procès en sorcellerie (D. Ruez)	38
Critiques à l'encontre des CE et de l'enquête publique : réaction du CA du 1/10/99	38
Les exigences de la jurisprudence européenne en matière d'expropriation (J.F. Pericaud, Avocat)	48
Délai de recours suite à une enquête publique (courrier des lecteurs)	52
L'utilisation de l'enquête publique comme moyen d'annulation au TA de Rennes (D. Faysse)	53
Analyse des enquêtes publiques en Savoie et Haute-Savoie (D. Tard - CCE de Savoie et Haute-Savoie)	53
Mention de l'adresse du CE dans les documents accessibles au public (courrier des lecteurs)	58
Servitudes de restriction d'usage (servitudes d'utilité publique avec enquête préalable...) - (M. Vague)	61
Avis d'enquête de 1842	61
Un rapport d'enquête de 1870 (courrier des lecteurs)	65
ICPE, plan de relance et seuils des enquêtes publiques	66
Identification des "500 captages Grenelle"	66
L'enquête publique à l'école	66
Fiche explicative sur l'enquête publique (présentation support de communication CNCE)	68
Consultation d'un maître d'ouvrage - Exemple de réponse (MF. Sévrain)	77
Le coût des enquêtes publiques (L. Grzeskowiak)	77
La pratique des procédures de suspension d'enquête et d'enquête complémentaire	81
Evolution des enquêtes publiques entre 2013 et 2014 - Typologie	82
Libre propos : Savoir lever le voile sur les aspects financiers	86
Evolution de enquêtes publiques - Typologie	87
L'enquête publique, un bel outil de démocratie participative	88
"Défense et illustration" de l'enquête publique	88
Concertation - Les commissaires enquêteurs remontés contre le procès fait à l'enquête publique (Morgan Boëdec)	89
Évolution des enquêtes publiques entre 2016 et 2017 - Typologie	89
Question - Réponse / Enquête poursuivie à la suite d'une interruption	89
Procédure	
Note d'information à l'attention des maîtres d'ouvrages	29
Extension de la procédure des enquêtes Bouchardeau aux enquêtes de droit commun	32
Réforme de l'enquête publique	
Les finalités de la réforme de 1983 sur les EP (M. Prieur)	7
Loi n° 93-24 du 8/01/93 dite "Paysage", modifiant certaines dispositions législatives en matière d'EP	17
Historique de la loi du 8 janvier 1993	18
Pour une amélioration de l'enquête publique	20
Prop. de la CNCE pour améliorer les conditions d'application de la loi du 12/07/83 (D. Ruez)	20
Réflexions pour une réforme de l'enquête publique (R. Bourny)	20
Prop. de modification de textes en vue d'assurer leur cohérence ... (R. Bourny)	20
L'ENQUÊTE PUBLIQUE - Rapport de Mme Bouchardeau à M. Barnier, Ministre de l'Environnement (déc. 93)	21
Réflexions sur une réforme de l'enquête préalable à une déclaration d'utilité publique (R. Bourny)	23
Les importantes réformes en matière d'enquêtes publiques (R. Bourny)	25
Libres propos (D. Ruez)	25
Les grandes opérations publiques d'intérêt national et une réforme de l'enquête publique (R. Bourny)	32
Propositions de réforme de l'enquête publique	33
Proposition de réforme de l'utilité publique	34
Propositions concernant l'amélioration de la pratique de l'enquête publique	38
Enquêtes publiques : proposition de l'Ass. des maires des grandes villes de France et réponse de la CNCE (J. Dequeant)	38
L'UTILITÉ PUBLIQUE AUJOURD'HUI Rapport du Conseil d'État du 25/11/99	39
La CNCE et le rapport du Conseil d'État sur l'utilité publique aujourd'hui	40
Réforme de l'utilité publique	41
La CNCE et la réforme de l'enquête publique	43
La réforme de l'utilité publique introduite par la loi 2002-276 relative à la démocratie de proximité (R. Le Buhan)	47
Deuxième projet de loi de simplification du droit	51
Réforme des enquêtes publiques (J. Breton)	52
Contribution de la CNCE aux travaux de la C° consultative de simplification des enquêtes publiques et de participation des citoyens	52
Incohérence des textes sur les enquêtes publiques relevées par la CNCE	52
La loi du 9/12/04 relative à la simplification du droit (art 60 concernant les règles relatives aux enquêtes publiques)	53, 54, 56
La loi du 9/12/04 (art 60 concernant les règles relatives aux enquêtes publiques) : Avis de la CNCE sur le projet d'ordonnance	57
Bulletin dossier : consultation, concertation et débats, expériences et contributions pour améliorer l'enquête publique	60
Étude d'impact d'une réforme de l'enquête publique (rapport du professeur Jegouzo)	62
Avis de la CNCE sur le rapport d'Yves Jegouzo	62
Suivi de la réforme des enquêtes publiques (Projets de loi "Grenelle")	65
ICPE, plan de relance et seuils des enquêtes publiques - Table ronde sur les risques industriels	66
"Livre blanc" de la CNCE	67
Réforme des enquêtes publiques	68
Dossier : L'enquête publique réformée par la loi "Grenelle 2"	69
La réforme des enquêtes publiques et la mise en œuvre du principe de participation (Y. Jegouzo)	70

Enquête publique : la réforme évitera de perdre du temps (A. Blouet - "Maires de France" interview de J. Breton)	71
Réforme de l'enquête publique	73
Mémento pratique relatif à la réforme de l'enquête publique (B. Chalopin - JY Hervé - JP Chaulet)	74
La réforme de l'enquête publique, bilan et perspectives (JP Chaulet)	75
La réforme des études d'impact (E. Chaussebourg)	75
Les différents types d'enquêtes suite à la réforme du CRPA	84
L'ordonnance 2016-1060 du 03/08/2016	86
Autorisation supplétive	89
Enquêtes conjointes	
Exemple de rapport d'enquêtes conjointes	8
La mission du CE (R. Bourny)	11
Enquêtes conjointes, indemnisation du CE (S. Loyant)	20
Enquête unique	
Question-Réponse / Enquête publique unique (abrogation de la carte communale et approbation du PLU)	88
Dossier - Registre d'enquête	
Infos diverses... La communication au public du dossier d'enquête	3
Adjonction de documents en cours d'enquête	14
Communication des documents du dossier d'enquête	23
Disparition des documents au cours de l'enquête (G. Delaunay)	29
Un dossier d'enquête publique sur internet	47
Copie d'un dossier d'enquête (courrier des lecteurs)	52
Dossier et registre d'enquête, permanences du CE (R. Le Buhan)	59
Conservation des registres d'enquête (courrier des lecteurs)	65
Un registre d'enquête (CCE de la Sarthe)	66
Conservation des documents relatifs à une enquête (courrier des lecteurs)	73
Évaluation environnementale ou pas dans les dossiers mis à l'enquête (JP. Chaulet et C. Vignacq)	76
Composition du dossier d'enquête préalable à une DUP comportant une étude d'impact	76
Évaluation environnementale	86
Question-Réponse / Registre papier au siège de l'enquête... obligatoire ou pas ?	89
Publicité - Information, Participation du public - Enquêtes publiques et internet - Période de l'enquête	
La publicité des enquêtes publiques	5
La mission du CE (R. Bourny)	11
Libres propos... Affichage (J. Huron)	14
Des exemples à suivre	23
Communication des documents du dossier d'enquête	23
Où s'arrête le caractère public d'un document ? (Échange courrier M. Roy / C. Leyrit, Min. Équipement)	23
Indépendance du CE - la portée médiatique de l'enquête publique	27
Enquête publique - Publicité (intervention auprès de l'administration préfectorale)	29
Publicité de l'enquête (G. Delaunay)	30
Observations orales du public (courrier des lecteurs)	51
Validation d'un grand nombre d'observations (courrier des lecteurs)	51
Le rôle du CE dans sa relation avec le public (M. Bertrand)	52
Organisation de réunion d'information du public pendant l'enquête (courrier des lecteurs)	56
Enquête publique et internet	47, 51, 58,59
Mention de l'adresse du CE dans les documents accessibles au public (courrier des lecteurs)	58
Enquête en période électorale (courrier des lecteurs)	59
La publicité des enquêtes publiques par affichage (E. Chaussebourg)	59
Avis d'enquête de 1842	61
Prise en compte des pétitions (courrier des lecteurs)	67
Accès au dossier d'enquête pour une personne non résidente dans la commune (courrier des lecteurs)	67
Signature des avis d'enquête (courrier des lecteurs)	67
Fiche explicative sur l'enquête publique (présentation support de communication CNCE)	68
Délai de parution des avis dans la presse (courrier des lecteurs)	68
Les insuffisances dans l'arrêté préfectoral ou l'avis d'organisation de l'enquête ne doivent pas empêcher le public de présenter ses observations (réponse ministérielle)	68
Publication des avis d'enquêtes dans la rubrique "annonces légales" des journaux (courrier des lecteurs)	73
Une affiche réglementée pour "L'avis d'enquête publique" (C. Vignacq)	74
À propos de l'avis d'enquête - Forme de l'annonce légale et de l'avis au public (MF. Sévrain)	77
L'enquête publique électronique ou "e" enquête	77
Dossier sur la participation du public par voie électronique	78
Arrêtés d'ouverture des enquêtes publiques environnementales (E. Chaussebourg)	80
Bulletin spécial "Du bon usage de l'électronique en enquête publique"	83
Billet : le CE, l'enquête et le journaliste	87
Question-Réponse / Attestation de publicité	88
Question-Réponse / Observations reçues par voie électronique	89
Comment faire face à un afflux massif d'observations - Exemple d'un dossier volumineux	89
Les délais de l'enquête publique environnementale : à quoi doit-on veiller ?	89
Réunion publique	
La mission du CE (R. Bourny)	11
La réunion publique (M. Josse)	14
Organisation de réunion d'information du public pendant l'enquête (courrier des lecteurs)	56
La réunion publique (A. Faure)	61
Durée de l'enquête / des permanences	
Modèle : prolongation de la durée de l'enquête	1
La jurisprudence de l'enquête publique - journée d'info. du 16/01/88 à Paris (R. Bourny)	2

Exemple de décision de prolongation de la durée de l'enquête	8
La mission du CE (R. Bourny)	11
Durée légale et jours ouvrables (courrier des lecteurs)	52
Durée de l'enquête (courrier des lecteurs)	59
Durée des permanences (courrier des lecteurs)	59
Durée de l'enquête et horaires d'ouverture des mairies (courrier des lecteurs)	67
Les délais de l'enquête publique environnementale : à quoi doit-on veiller ?	89
PV de Synthèse	
Le procès-verbal de synthèse (JP. Chaulet)	77
Statistiques / Bilan	
Les TA face à la nouvelle enquête publique : Réflexions à partir de la statistique des CE	3
Bilan d'application de la loi du 12/07/83 (D. Ruez)	20
ENQUÊTES D'UTILITÉ PUBLIQUE	
Bulletin-dossier (DUP)	8
Généralités	
La jurisprudence de l'EP - journée d'info. du 16/01/88 à Paris (R. Bourny)	2
Les enquêtes concernant l'expropriation d'immeubles	8
Vous avez dit publique ?	13
La validation législative d'une procédure de DUP (F. Duval)	29
Proposition de réforme de l'utilité publique	34
Réflexions sur l'utilité publique (H. Teychene)	61
Délai de caducité d'une DUP (réponse ministérielle)	65
DUP, recours abusif, limitation (réponse ministérielle)	67
L'enquête publique préalable à la DUP	85
Composition du dossier	
La jurisprudence de l'EP - journée d'info. du 16/01/88 à Paris (R. Bourny)	2
Les dossiers d'enquête	8
Dispositions relatives à la composition du dossier et à la procédure de DUP (Circ. 26/03/93)	19
Composition du dossier d'enquête préalable à une DUP comportant une étude d'impact	76
Enquête parcellaire	8
Enquêtes parcellaires et conclusions motivées	85
Réforme procédure permis construire	13
Ouvrages électriques (EDF)	
EDF - Protocole d'accord	18
Circ. Min. aux Préfets portant sur les procédures d'instruction des projets d'ouvrages électriques	19
Schéma processus décisionnels d'implantation lignes électriques (M. Trombone, Dir. DRIRE)	19
Textes - Documents	
Extraits du code de la voirie routière	10
Mise en oeuvre de la concertation préalable pour les opérations d'invest. routiers du réseau routier national situées dans les parties urbanisées de la commune (circ. du 13/07/89 du min. Équipement)	10
ENQUÊTES TRAVAUX	
Voie	
Textes	10
Les enquêtes publiques relatives à la voirie communale	51
Enquêtes publiques et procédures de classement / déclassement	58
Classement de voirie communale - Lotissement, réglementation (réponse ministérielle)	65
Les enquêtes publiques concernant la voirie communale	82
Liens avec POS	8
ENQUÊTES AMÉNAGEMENT	
Assainissement	
Enquêtes publiques portant sur la délimitation des zones d'assainissement collectif et des zones d'assainissement non collectif (B. Marfaing)	37
Littoral	
Informations diverses... Législation : Littoral et grands plans d'eau	9
Libres propos - textes législatifs et réglementaires -Littoral	11
Informations diverses... Textes législatifs et réglementaires	12
Documents... Protection et aménagement du littoral	14
Dix années d'application de la loi littoral : comptes-rendus des colloques des 11 et 12/10/96 et 26/11/96	30
La prise en compte du risque de submersion marine dans les communes littorales (F. Tutiau)	73
Le schéma d'aménagement de la plage de Pampelonne (JR Bauchet)	74
POS - PLU - Cartes communales	
Bulletin dossier (POS)	6
Généralités	
Droit : POS et installations classées	5
Généralités en matière d'urbanisme (R. Bourny)	6
Les POS et l'enquête publique (H. Py)	6
Réflexions sur la prise en considération des préoccupations d'EVT (R. Bourny)	6
Économie générale des POS	6
Application anticipée des POS	7
Libres propos - textes législatifs et réglementaires - installations classées et POS	11
POS : la notion de "graves risques de nuisance" (Me Paul Albisson)	31
À propos des espaces boisés classés (G. Delaunay)	32
Communication du rapport et des conclusions du CE - Enquête PLU (courrier des lecteurs)	65
Procédure simplifiée de modification des POS et PLU	66
PLU et concertation (réponse ministérielle)	67
Notion de zone constructible des cartes communales (réponse ministérielle)	67
Règles d'urbanisme autour des exploitations agricoles (réponse ministérielle)	67

Précisions concernant les PLU (D. Faysse)	67
Pas de délais supplémentaires pour procéder à la révision d'un POS (réponse ministérielle)	68
Communication des documents relatifs à l'élaboration ou à la modification d'un document d'urbanisme (réponse ministérielle)	68
PLU, révision, réglementation / Documents d'urbanisme (réponses ministérielles)	70
Les conditions de modification du PLU après enquête publique (M. Rouxel / D. Faysse)	69 et 70
LOI ALUR : ce qui change pour les documents d'urbanisme (D. Faysse, G. Pejoux, M. Guy)	80
Rénovation du règlement du PLU	84
Textes	
Textes législatifs et réglementaires - extraits du code de l'urbanisme - 1988	6
Composition du dossier	6
Rapport du CE	
Les POS	3
Annexe 16 : Exemple de rapport du CE concernant un POS	6
ZPPAU	
Annexe 14 : zones de protection du patrimoine architectural et urbain	6
Loi SRU - PAZ et ZAC - SCOT	
Les dispositions transitoires de la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains	43
La loi SRU et la participation du public (J.C. Helin et R. Hostiou)	45
Situation des PAZ et des ZAC après les réformes introduites par les lois 2000-1208 et 2003-590	54
Contenu du dossier SCOT présenté à l'enquête (courrier des lecteurs)	56
Périmètre d'une ZAC (courrier des lecteurs)	59
ENQUÊTES INSTALLATIONS CLASSÉES	
Généralités	
Quelques réflexions et précisions complémentaires (R. Bourny)	4
Réponses questions écrites... disjonct° procédures permis construire et autorisat° d'exploiter	12
Installations classées et permis de construire (R. Bourny)	20
Les installations classées industrielles et l'enquête publique (C. Miqueu)	31
La réhabilitation des sols pollués (Me Jean-Michel Roche)	31
Installations classées : les influences du droit communautaire	40
ICPE, plan de relance et seuils des enquêtes publiques - Table ronde sur les risques industriels	66
Régime d'enregistrement des ICPE	66
Installations classées : un décret met en œuvre le nouveau régime d'enregistrement (IPCE non soumises à enquête publique) (art. Localtis info)	68
L'évolution de la législation des installations classées et son impact sur les enquêtes publiques (E. Chaussebourg)	70
La Directive SEVESO III	84
Études d'impact	
Extrait de l'exposé "Les IC pour la protection de l'EVT" (L. Michel, Ing. des Mines)	19
Enquête relative à l'évolution des études d'impact de 1977 à 1996 - Résultats synthétiques	30
Réflexions sur une étude d'impact stratégique (R. Bourny)	32
Installations classées, études d'impact et loi sur l'air : à votre santé (A. Moustardier)	39
Étude d'impact : présenter les effets sur la santé (C. Faber)	40
Le volet santé des études d'impact (E. Chaussebourg)	46
Auteur de l'étude d'impact (courrier des lecteurs)	65
Nouvelle procédure en vigueur pour les études d'impact (Moniteur des TP)	66
Des études d'impact plus ambitieuses (Moniteur des TP)	71
Déchets	
Bulletin dossier (IC déchets)	16
Loi déchets du 13/07/92 : analyse et commentaires par M. Chaumet	17
Gestion des déchets et enquêtes publiques - Retour d'expérience d'un CE, le poids du contexte local (J. Culdaut)	57
Traitement biologique des déchets - Modification de la nomenclature des ICPE (art. Localtis info)	67
Déchets radioactifs, enquêtes publiques et réglementation (réponse ministérielle)	70
Dossier : la méthanisation	76
Demande d'autorisation d'exploiter une installation de traitement de déchets (JM. Lauret)	78
Méthanisation - Comment mettre en place un dialogue territorial pour favoriser l'appropriation des projets ?	89
Eau	
La qualité des eaux et leur traitement (S. Loyant)	19
Nouvelles dispositions relatives à l'eau	20
Boues d'épuration (J. Dequeant)	33
Métaux lourds, le revers du recyclage (Y. Scamia)	43
Commentaire d'E. Chaussebourg concernant les enquêtes publiques relatives à l'épandage des boues	43
L'épandage des boues de stations d'épuration urbaines en agriculture (A-S Allonier)	52
La loi sur l'eau du 30/12/06 et les enquêtes publiques (E. Chaussebourg)	59
Zones humides (réponse ministérielle)	69
Elevages	
Elevages et filière porcine (réponse ministérielle)	69
Installations classées d'élevage (commentaire du décret n° 2011-63 du 17/01/11 relatif au regroupement et à la modernisation de certains élevages)	71
Installations classées agricoles	
Bulletin dossier (IC agricoles)	22
Bilan des enquêtes	
Rapport/bilan des enquêtes publiques en matière d'IC	9
Suites données par le bureau de la CNCE à ce rapport	9
Liens avec urbanisme	
Droit : POS et installations classées	5
Libres propos - textes législatifs et réglementaires - installations classées et POS	11
CAPTAGES (PROTECTION DES PERIMETRES)	
La protection des périmètres de captages (C. Grammont)	71

ENQUÊTES CARRIÈRES	
<i>Bulletin dossier (carrières)</i>	26
ENQUÊTES PLAN EXPOSITION AU BRUIT	
L'EP sur les plans d'exposition aux bruits des aérodromes (R. Bourmy)	4
Le bruit dans l'environnement (R. Vayrac)	56
Les enquêtes publiques préalables à la modification des routes aériennes	58
ENQUÊTES PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS PRÉVISIBLES (PPR)	
L'expropriation pour risques naturels majeurs	29
PPR : Plans de Prévention des Risques Naturels Prévisibles (Mme Sevrain)	41
ENQUÊTES ÉOLIENNES	
Les éoliennes soumises à enquête publique	48
La réglementation sur les éoliennes s'assouplit	49
Les impacts des parcs éoliens	57
DOSSIER ÉOLIENNES	63
Développement de l'éolien et paysages (réponse ministérielle)	68
Éolien : Nouvelle annulation d'un permis de construire pour irrégularité de l'avis du CE (A. Gossement)	77
Le CE et l'enquête portant sur un parc éolien	87
ENQUÊTES EMR (Énergies Marines renouvelables)	
Dossier : Les énergies marines renouvelables (EMR)	81
PHOTOVOLTAÏQUE	
Installation de panneaux solaires (réponse ministérielle)	67
DOSSIER PARCS PHOTOVOLTAÏQUES AU SOL	68
PARCS NATURELS RÉGIONAUX	
Les enquêtes publiques relatives aux Parcs Naturels Régionaux (M.F. Sevrain)	53
Les Parcs Naturels Régionaux (PNR) dans le Nord-Pas de Calais (JC Plichard)	66
Le Parc National des calanques (I. Chiaverini, V. Franco, JY Le Couls, JP Perri, M. Straub)	73
CREMATORIUMS ET CHAMBRES FUNÉRAIRES	
Crématoriums et chambres funéraires (courrier des lecteurs)	65
Conditions d'implantation d'une morgue (réponse ministérielle)	67
ASSOCIATIONS SYNDICALES AUTORISÉES	
Les enquêtes relatives à la création des Associations syndicales autorisées : ASA (E. Chaussebourg)	65
ENQUÊTES COMMODO ET INCOMMODO	
Sourions... ou comment appliquer lois et rég. (enq. de commodo et incommodo, J. Huron)	18
Aliénation d'un usoir communal - Enquêtes commodo et incommodo (réponse ministérielle)	65
Crématoriums et chambres funéraires (courrier des lecteurs)	65
AUTRES ENQUÊTES	
Une enquête publique atypique - Modification des limites communales entre deux communes contiguës (P. Coulon)	73
L'installation nucléaire de base ITER (A. Grégoire - F. Coletti)	74
La Procédure intégrée pour le logement	82
L'enquête portant sur la suppression d'un passage à niveau	85
L'enquête portant sur l'extension d'u cimetière	85
ENVIRONNEMENT	
<i>Europe / International</i>	
L'intégration des préoccupations en matière d'Evt. au niveau européen	5
La liberté de l'informat° en matière d'Evt au niveau européen - proposition de directive communautaire	7
Déclaration du sommet des 7 pays les plus industrialisés	11
Les enquêtes publiques... en Pologne	21
L'impact de la directive européenne du 3/03/97 sur les enquêtes publiques (R. Bourmy)	31
La convention d'Aarhus sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (M. Sablayrolles)	37
Déclaration de Limoges II - Extraits (G. Remy)	46
Les 25 ans du BAPE lors du 12e Congrès de l'Ass. Québécoise pour l'Évaluation d'Impacts (12 et 13/11/03)	50
Les études d'impact et le changement climatique (E. Chaussebourg)	51
Visite en France des représentants du BAPE	52
Missions au Québec (C. Vignacq et M. Sablayrolles)	57
Mission de représentants du BAPE en France, en juin 2006	58
Un avis du Comité de conformité de la Convention d'Aarhus (M. Sablayrolles)	69
<i>Politique nationale</i>	
Les 100 propositions de M. Barnier pour une nouvelle politique de l'Environnement	11
L'État au secours de l'environnement (R. Hostiou)	25
Charte de la concertation	28
Élection présidentielle : les candidats interrogés	45
Évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement (G. Remy)	46
Natura 2000 : un décret met la France en conformité avec les exigences communautaires relatives à la procédure d'évaluation des incidences	68
<i>Prise en considération</i>	
Réflexions sur la prise en considération des préoccupations d'EVT (R. Bourmy)	6
Le Conseil Départemental d'Hygiène (J.F. Gourmand)	15

Déclaration de Paris... Le X° congrès forestier mondial	15
Défense de l'environnement et protection contre les dangers industriels	20
L'autoroute, le paysage et l'environnement (Art. de C. Leyrit, Dir. des Routes - Min. Eqt - paru dans le Moniteur des TP et du bâtiment)	24
L'expropriation pour risques naturels majeurs	29
Évaluation environnementale, participation du public et décision à la Québécoise (M. Gariépy)	32
Colloque "Économie de l'Environnement" du 19/01/00 à Paris (E. Chaussebourg)	39
Métaux lourds, le revers du recyclage (Y.Scamia)	43
Commentaire d'E. Chaussebourg concernant les enquêtes publiques relatives à l'épandage des boues	43

TRANSPORTS

Mission Carrère	15
Stage national de formation des CE sur les enquêtes publiques en matière de transports	18
L'autoroute, le paysage et l'environnement (Art. de C. Leyrit, Dir. des Routes - Min. Eqt - paru dans le Moniteur des TP et du bâtiment)	24
Le point sur la circulaire Bianco (R. Bourny)	25
La politique française des transports (extrait du résumé du rapport de la Cour des comptes - commentaire de R. Bourny)	40
Les bonnes intentions des PDU (Art. de L. Madoui, paru dans Environnement Magazine)	41
Bilan des PDU de 1996 à 2001 (Extrait ouvrage co-édité par le CERTU et l'ADEME)	48
Les infrastructures de transports terrestres et le bruit (Min. Écologie - DPPR Mission Bruit)	56
Les enquêtes publiques préalables à la modification des routes aériennes	58

DÉBAT PUBLIC - CONCERTATION

Application de la circ. du 15/12/92 relative à la conduite des grands projets nationaux d'infrastructure (extrait du rapport Guellec)	27
Comment développer l'écoute des citoyens et leur participation dans les prises de décision publique les concernant ? (P. Guithaux)	27
Évaluation environnementale, participation du public et décision à la Québécoise (M. Gariépy)	32
Le référendum d'initiative populaire en matière d'aménagement local (P. Capoduro)	32
La procédure de débat public (G. Porcell - H. Blanc)	36
La réforme du droit de la planification terr. et du processus de décision en matière d'aménagement du territoire (B. Busson) (commentaire de la loi 99-533 du 25/06/99 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du terr.)	38
Le débat public comme exercice de la citoyenneté (S. Ruil)	47
Introuvable débat public ? (C. Garnier)	47
Comment optimiser la concertation ? (M. Sablayrolles)	47
Débat public - La situation particulière de la France dans le panorama international (JM. Dziedzicki)	48
Présentation de la Commission Nationale du Débat Public au congrès de l'AQEI Québec nov 2003 (Y. Mansillon)	51
Les associations et le débat public : compte-rendu de la rencontre du 23/06/04 organisée par la CNDP (P. Naudet)	52
Bulletin dossier : consultation, concertation et débats, expériences et contributions pour améliorer l'enquête publique	60
La participation du public aux États-Unis	64 et 65
Dossier : le garant de la concertation	66
PLU et concertation (réponse ministérielle)	67
La réforme des enquêtes publiques et la mise en œuvre du principe de participation (Y. Jegouzo)	70
Les garants de la concertation	85, 86

DIVERS

Compte rendu du colloque du syndicat de la juridiction administrative le 14/10/94 à l'Ass. Nat. (P. Naudet)	24
Un CAUE questionne les maires (Art. de E. Gillion, paru dans le Moniteur des TP et du bâtiment)	24
Y a-t'il, y aura-t'il un CE dans l'enquête (J.P. Raffin, FNE)	28
Note d'information à l'attention des maîtres d'ouvrages	29
Le Pont de la Rivière Tarn (J. Comby)	29
Extrait de "Enquêtes publiques et Environnement" (Xavier Piechaczyk)	31
Vertus et limites de l'enquête publique (Isabelle Berthier)	31
L'utilité publique n'est plus ce qu'elle était - CR Journée d'étude du 29/10/96 organisée par l'ass. Espaces pour demain	31
L'impact de la directive européenne du 3/03/97 sur les enquêtes publiques (R. Bourny)	31
Invitation au colloque de Toulouse du 30/03/98	33
15 ans après la loi Bouchardeau, le CE est il majeur (CR colloque Toulouse 30/03/98)	34
Instruire ou construire l'intérêt général (Xavier Piechaczyk)	34
Le projet de loi l'orientation et d'aménagement du territoire (M.F Sevrain)	34
Projet de loi l'orientation et d'aménagement durable du territoire	35
La réforme du droit de la planification terr. et du processus de décision en matière d'aménagement du territoire (B. Busson) (commentaire de la loi 99-533 du 25/06/99 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du terr.)	38
Rencontre Associative de Ségur, le 18/10/99 (M. Roy)	38
Les enjeux du maintien des chemins ruraux à l'usage du public (B. Busson)	39
L'UTILITÉ PUBLIQUE AUJOURD'HUI Rapport du Conseil d'État du 25/11/99	39
Le CE et l'intérêt général (Xavier Piechaczyk)	43
Métaux lourds, le revers du recyclage (Y. Scamia)	43
Présentation synthétique des propositions d'amendements de la CNCE (projet de loi démocratie de proximité)	44
Les dispositions environnementales de la loi SRU (Bernard Lamorlette)	44
Débat public sur un troisième aéroport parisien (extrait du rapport de Pierre Zemor)	44
La communication d'Yves Cochet en Conseil des Ministres du 10/04/02	45
Les incidences de la loi relative à la démocratie de proximité (M. Sablayrolles)	45
Libres-propos : promenade d'un CE solitaire (M. Buillon)	45 et 46

Les effets des ondes électromagnétiques sur la santé (ANFR)	46
Les exigences de la jurisprudence européenne en matière d'expropriation (JF Pericaud, Avocat)	48
Extrait du rapport public 2003 du Conseil d'État	50
Les 25 ans du BAPE lors du 12e Congrès de l'Ass. Québécoise pour l'Évaluation d'Impacts (12 et 13/11/03)	50
L'action publique environnementale : compte rendu d'un stage de formation de l'IFORE (P. Naudet)	50
La situation des gens de voyages - compte-rendu du colloque de Limoges mars 2004 (G. Remy)	51
Visite en France des représentants du BAPE	52
Les politiques "zéro déchet" dans le monde : utopie ou réalité ? compte-rendu congrès 13 et 14/05/04 (J. Culdaut)	52
L'utilisation de l'enquête publique comme moyen d'annulation au TA de Rennes (D. Faysse)	53
Analyse des enquêtes publiques en Savoie et Haute-Savoie (D. Tard - CCE de Savoie et Haute-Savoie)	53
L'Arche de Noé (Libres propos)	56
Aménagement foncier et forestier (J. Breton)	56
Missions au Québec (C. Vignacq et M. Sablayrolles)	57
Mission de représentants du BAPE en France, en juin 2006	58
Bulletin dossier : consultation, concertation et débats, expériences et contributions pour améliorer l'enquête publique	60
Servitudes de restriction d'usage (servitudes d'utilité publique avec enquête préalable...) - (M. Vague)	61
Réflexions sur l'utilité publique (H. Teychene)	61
L'association "Décider Ensemble"	61
104 ^{ème} Congrès des Notaires : compte rendu des travaux de la quatrième commission (Extraits)	64
Les DREAL à l'épreuve du terrain (article sur le site internet Localtis.info)	65
Ministère de l'Environnement : le dernier-né a bien grandi (article Environnement Magazine)	65
Les petits-déjeuners et rencontres de "Décider Ensemble"	65, 66
Zones humides, définition (réponse ministérielle)	69
Délimitation du domaine public maritime (réponse ministérielle)	69
L'autorité environnementale du CGEDD (Extrait de la Revue "Les Echos du CGEDD")	69
Déchets radioactifs, enquêtes publiques et réglementation (réponse ministérielle)	70
L'autorité environnementale du CGEDD (M. Badre, C. Barthod)	75

CNCE

Organisations - Actions

Publications

Petit dictionnaire des sigles et acronymes (CCELRV)	66
Guide pratique pour la conduite des enquêtes publiques relatives à l'épandage des boues de stations d'épuration urbaines	54 à 75
Guide pratique pour la conduite des enquêtes publiques relatives à la protection et à l'exploitation des captages d'eau destinée à la consommation humaine	62 à 82
Nouveau Guide du commissaire enquêteur	75 à 82
Mémento pratique du CE - Des réponses à vos questions et des recommandations (B. Chalopin)	78
Le mémento pratique a été enrichi !	80
Le mémento pratique actualisé	87
Le guide "captage eaux" obsolète	87
Les publications de la CNCE sous forme numérique	88

Généralités

La crédibilité du CE et de la CNCE (R. Bourny)	7
L'avenir de la CNCE (R. Bougle)	11
Libres propos (Faut-il créer une société civile immobilière. D. Isambert)	11
L'activité de la CNCE (R. Bourny)	13
Interviews de D. Ruez et R. Bourny parues dans le Moniteur ... du 5 février 1993	19
Les débuts de la CNCE (R. Bourny)	28
Vie des régions (Drôme, Languedoc-Roussillon, Centre)	28
Mise en place de la modulation des cotisations en 1997	29
Organisation administrative de la Compagnie	30
René Bourny à l'honneur	31
MANIFESTE des CE et pièces annexes	41
Le suivi par la CNCE de l'élaboration de la loi relative à la démocratie de proximité	45
Une compagnie des CE en Guyane	48
La CNCE à Québec (C. Vignacq)	51
Organisations territoriales CNCE (J. Breton)	53
Carte d'adhérent CNCE (courrier des lecteurs)	59
Le trésorier vous informe	61
Résultats du sondage initié par le CA d'octobre 2007, présentés au CA du 24/4/08 (L. Grzeskowiak)	63
L'URPDL devient URACEPL	66
Affiche sur l'enquête publique et carte de localisation géographique des adhérents (CCE du Maine-et-Loire)	66
DÉPLIANT : Fiche explicative sur l'enquête publique et présentation de la CNCE / Affiche enquête publique (communication CNCE)	68
Comment se construit "votre" bulletin ? (S. Avon)	68
René Bourny, le fondateur de la CNCE, vient de nous quitter	68
Hommage à Maurice Roy	69
Adhésions, cotisations, bulletins (JM Haye, trésorier)	69
Un président à l'honneur	73
La CNCE fête ses vingt-cinq ans (C. Vignacq)	73

Information : l'enquête publique dans les communes (Cie des CE de Lorraine)	75
Nouvelle dénomination (Cie des CE de La Réunion Mayotte)	75
Brigitte Chalopin chevalier de la Légion d'honneur	75
Relations entre les TA et les Cies territoriales : retour sur les listes d'aptitude 2012 (L. Grzeskowiak)	75
Hommage à René Daroque	76
Henri Poliakoff vient de nous quitter	81
Hommage à Léon Grzeskowiak	82
La CNCE adhère à la charte de la participation	86
Hommage à Robert Edmond Barbier	87
Christian Vignacq quitte le bureau de la CNCE	89
Congrès / Journées rencontre / Séminaires	
Premier Congrès National des CE les 10 et 11 avril 2003 à Rennes	47
Actes du 1^{er} Congrès de la CNCE (Rennes, 10 et 11/04/03)	49
Le second congrès de la CNCE, c'est pour 2005	52
Deuxième congrès de la CNCE les 2 et 3 juin à La Grande Motte	53, 54
Actes du 2^{ème} Congrès de la CNCE (la Grande Motte, 2 et 3/06/05)	55
Le 3ème Congrès de la CNCE à Reims en 2008 / Cette même année, une rencontre sera organisée à La Réunion en mai 2008	58
Journée rencontre à La Réunion le 28/05/2008	61
REIMS... partie festive	63
Journée rencontre à La Réunion le 28/05/2008 (compte rendu)	63
Actes du 3^{ème} Congrès de la CNCE (Reims, 2 et 3/06/05)	64
Rencontre des CE de La Réunion et de métropole, le 28 mai 2008 (synthèse des travaux des six ateliers thématiques)	65
Congrès CNCE : 26, 27 et 28 mai 2011, à Bordeaux et sur les abords du Bassin d'Arcachon	67 à 70
Congrès CNCE : passage de relais	71
Actes du 4^{ème} Congrès de la CNCE (Bordeaux, 26 au 28/05/11)	72
Congrès de la CNCE les 24 et 25 avril 2014 à Marseille et en Provence	76 à 78
Actes du 5e Congrès de la CNCE (Marseille, 24 et 25/04/14)	79
Assises régionales de la cceLRV - 27/05/2017	86
Colloque de la cce de Bretagne 2/03/2017	87
Séminaire de travail du 18 au 20 octobre 2017 : une rentrée studieuse pour les membres du bureau de la CNCE !	88
Site internet	
Nouveau site internet de la Compagnie	58
Évolution du site internet de la Compagnie	61
Actualités du site internet de la Compagnie	65
Nouveau site internet pour la CNCE et les Compagnies territoriales qu'elle héberge	73
Évolution du site internet de la CNCE et des Compagnies territoriales qu'elle héberge	77 et 78
Fonction : coordinateur des webmestres	87
La vie du site https://www.cnce.fr/ Qui consulte ? quoi ?...	89
Assurance protection juridique des adhérents de la CNCE	
Protection juridique des adhérents de la CNCE	58,65
Intervention de la GMF concernant la protection juridique (AG du 24/04/08)	63
RAPPEL - Assurance "protection juridique des adhérents" et "multigarantie associations"	68
Formations organisées (récapitulatifs annuels)	
Stages de formation des CE organisés en 1998 dans les régions	37
Stages de formation des CE organisés en 1999 dans les régions	40
Année 2003 : liste des stages de formation recensés par le secrétariat administratif	51
Bilan de la formation en 2004	54
Stages de formation en 2006 recensés par le secrétariat administratif de la CNCE	61
Stages de formation en 2007 recensés par le secrétariat administratif de la CNCE	63
Journées d'échanges et de formation en 2008 recensées par le secrétariat administratif de la CNCE	66
Journées d'échanges et de formation en 2009 recensées par le secrétariat administratif de la CNCE	69
Journées d'échanges et de formation en 2010 recensées par le secrétariat administratif de la CNCE	71
Journées d'échanges et de formation en 2011 recensées par le secrétariat administratif de la CNCE	74
Les formations 2013-2014 : Bilan	81
Formation : Les CE en action	82
Secteurs techniques / Assistance	
Secteurs d'activité de la CNCE	75
Appui et assistance aux adhérents, les responsables de secteurs, référents "techniques" de la CNCE	80
Secteurs techniques : bilan sommaire de l'activité en 2015 et exemples de réponses apportées	84
Assistance CNCE	88
Assistance CNCE : des échanges enrichissants pour un service mutuel	89
Éléments statistiques	
Composition de la CNCE, éléments statistiques	28
La CNCE en chiffres	59

Résultats du sondage initié par le CA d'octobre 2007, présentés au CA du 24/4/08 (L. Grzeskowiak)	63
Listes d'aptitude des commissaires-enquêteurs (statistiques listes 2010)	68
Relations entre les TA et les Cies territoriales : retour sur les listes d'aptitude 2012 (L. Grzeskowiak)	75
Listes d'aptitude 2013 - Analyse	76
Listes d'aptitude 2014 - Analyse (L. Grzeskowiak)	80
Les Listes d'aptitude 2015 : Analyse	81
Evolution des enquêtes publiques entre 2013 et 2014 - Typologie	82
La population des CE -Analyse	84
Statuts	63
Règlement Intérieur	53
Code d'éthique et de déontologie des membres de la CNCE	63
Gestion (Comptes-rendus AG et réunions de CA / rapport moral du président)	3, 5, 9, 12, 14, 18, 19, 21, 23 24, 25, 27, 28, 30 à 70, 82, 87, 89
TEXTES ET LOIS	
CE (Indemnisation / Remboursement frais / statut social du CE)	
Circulaire (9/05/95) aux pdts TA précisant les modalités de fixation et versement de l'indemnité ^o des CE	25
Circulaire (9/05/95) aux préfets précisant les modalités de fixation et versement de l'indemnité ^o des CE	27
Décret 90-437 (28/05/90) frais occasionnés par les déplacements (extraits) modifié par le décret 99-744 du 30/08/99	38
Loi 98-1194 (23/12/98) de financement de la sécurité sociale pour 1999 (extrait, art. 15)	50
Décret 2000-35 (17/01/00) affiliation des CE au régime général de la sécurité sociale	50
Arrêté et circulaire (21/07/00) affiliation des CE au régime général de la sécurité sociale	50
Arrêté (20/09/01) fixant les taux des indemnités kilométriques prévues aux art. 31 et 32 du décret n° 90-437 du 28/05/90 modifié et modifiant l'arrêté du 1/07/99 fixant les taux des indemnités forfaitaires de déplacement prévues aux art. 9 et 36 du décret n° 90-437 du 28/05/90 modifié	44
Loi 2002-276 (27/02/02) démocratie de proximité (extrait)	45
Décret 2002-1341 (5/11/02) relatif à la désignation et à l'indemnisation des CE	47
Circulaire (26/03/03) indemnisation des CE et création du fonds d'indemnisation des CE géré par la Caisse des Dépôts et Consignations	48
Arrêté (8/07/03) modifiant l'arrêté du 25/04/95 et l'arrêté du 27/02/86 (indemnisation des CE)	48 (encart)
Extrait du code de la sécurité sociale complété par la loi n° 2003-775 du 21/08/03	50
Arrêté (1/07/05) modifiant l'arrêté du 20/09/01 fixant les taux des indemnités kilométriques prévues aux articles 31 et 32 du décret 90-437	55
Circulaire (11/05/06) relative à l'indemnisation des CE pour les enquêtes du code de l'environnement	58
Arrêté (26/08/08) modifiant l'arrêté du 3/07/06 fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret 2006-781	64
CE (Formation /Désignation)	
Circulaire (28/04/94) du ministre de l'Environnement aux DIREN	23
Décret 98-622 (20/07/98) modifié par le décret 98-769 (31/08/98) : établissement des listes d'aptitude aux fonctions de CE	35
Circulaire (7/07/98) application du décret relatif à l'établissement des listes d'aptitude aux fonctions de CE prévues à l'article 2 de la loi 83-630 du 12/07/83 modifiée	35
Enquêtes publiques	
Décret 2011-2018 (29/12/11) portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement	73
L'ordonnance 2016-1060 du 03/08/2016	86
Actualisation du Code de l'environnement	87
Loi pour un État au service d'une société de confiance (ESSOC) éditorial de Brigitte Chalopin	89
CNDP (Commission Nationale du Débat Public)	
Décret 2002-1275 (22/10/02) relatif à l'organisation du débat public et à la CNDP	47
Divers	
Loi 2004-1343 (9/12/04) simplification du droit	53
Décret 2004-835 (19/08/04) lignes électriques aériennes et servitudes d'utilité publique	53
Décret 95-1089 (5/10/95) relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles	53
Circulaire du 18/12/09 relative au développement et au contrôle des centrales photovoltaïques au sol	68
Textes internationaux	
L'intégration des préoccupations en matière d'Evt. au niveau européen	5
La liberté de l'informat ^o en matière d'Evt au niveau européen - prop. de directive communautaire	7
Déclaration du sommet des 7 pays les plus industrialisés	11
Directive du Conseil n° 97/11/CE du 3/03/97 modifiant la directive 85/337/CEE	31
Directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement (modifiée par la Dir. du CS n° 97/11/CE du 3/03/97)	31
Extraits de la convention d'Aarhus (23-25/06/98) sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement	37
Directive 2003/4/CE du Parlement Européen et du Conseil concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement	48

Sommaire de la jurisprudence publiée dans les bulletins CNCE n° 1 à 89

Les bulletins de la Compagnie peuvent être commandés auprès du secrétariat administratif

THÈMES		N° du bulletin / page
Sujets	Articles	
ÉLABORATION DES DÉCISIONS		
	L'élaboration des décisions des juridictions administratives	B82
COMMISSAIRES-ENQUÊTEURS		
Désignation		
Désignation du CE, Incompatibilités, Exclusion, Indépendance		
désignation du CE, incompatibilités		B2, p3
exclusion à tort d'un CE de la liste départementale (aff. BODIE- TA Nantes 13/07/89)		B7,p15 / B10,p13
désignation à tort d'un CE (CE - 8/03/91)		B12, p20
désignation du CE, intérêt à l'opération, incompatibilité		B15, p20 / B19,p44
manque d'indépendance, partialité, intérêt du CE à l'opération : NON (CE 10/05/96)		B29, p34
personnes intéressées à l'opération (CE 31/07/96) - (CE 8/07/96)		B29, p34-35
désignation du CE (CE 4/04/97)		B31, p29
incompatibilité des fonctions du CE (TA Amiens 30/10/97)		B34, p33
désignation d'un CE (CE 29/04/98)		B37, p27
impartialité du CE (TA Versailles 19/10/99)		B39, p23
désignation du CE : incompatibilité (non) (CE 31/07/96)		B39, p24
l'indépendance des CE, encore ! (TA Orléans 29/04/99 - TA Clermont-Ferrand 16/03/99)		B40, p32
indépendance et impartialité du CE (TA Clermont-Ferrand 16/03/99 - TA Lille 20/12/98 - CE 16/11/98)		B41, p25
compétences exigées du CE (CE 22/10/99)		B43, p35
CE qualité (CE du 23/05/01)		B45, p35
CE indépendance		B53, p34
radiation d'un CE (TA de Pau)		B56, p58
inscription sur la liste d'aptitude des CE (TA Limoges 20/12/06)		B59, p32
incompatibilités - indépendance et impartialité du CE (CE 27/05/05 - 7/07/06 - 27/02/06)		B61, p48
champ d'application des enquêtes publiques - autorité compétente pour désigner le CE (CE 7/07/06)		B61, p49
aliénation d'un chemin rural - désignation du CE - conclusions - motivation (non) - irrégularité (CAA Bordeaux 5/10/06)		B61, p50
expropriation - enquête parcelaire - obligations du CE - indépendance et impartialité - violation (non) (CAA Versailles, 16/11/07)		B67, p69
commissaire-enquêteur - liste d'aptitude - non réinscription - absence de droit de la défense (CAA Bordeaux, 15/11/07)		B67, p70
revision de POS - moment de la désignation du commissaire-enquêteur - caractère suffisant du rapport - absence d'irrégularité (CE, 8/0/08)		B69, p50
enquête publique Code de l'expropriation - détermination du périmètre d'une ACCA - indépendance et impartialité du CE - notion de personne intéressée à l'opération - irrégularité (CAA Nancy, 18/13/08)		B69, p54
incompatibilité des fonctions d'élu local et de commissaire enquêteur (CAA Marseille, 4/06/10)		B71
commissaire enquêteur, indépendance, intervention préfectorale (CAA Lyon, 6/10/09)		B75
commissaires enquêteurs, inscription sur les listes départementales		B80
non reconduction d'un commissaire enquêteur sur la liste départementale d'aptitude et radiation de cette liste		B89
Mission		
Généralités		
défaut de ponctualité du CE		B2, p7
présence du CE aux permanences annoncées		B15, p20
pouvoirs du CE (CE 8/07/98)		B37, p28
OBLIGATIONS DU CE (6 arrêts commentés)		B62, p46à48
L'État est responsable de la faute commise par un CE lors d'une enquête publique (Commentaire D. Bordenave, TA Lyon 30/06/09)		B67, p63
Obligations du CE, réception du public, présence du CE, irrégularité substantielle (non) (CAA Nancy 18/12/08)		B69, p53
Rapport et conclusions - avis du CE		
théorie du bilan		B2, p6 / B8, p10
avis du CE, rapport et conclusions		B2, p7
avis modifié après remise du rapport		B2, p8
conclusions du CE en matière de POS (TA de Nice)		B3, p5
conclusions motivées du CE insuffisantes, projet IC (CE 26/11/90)		B16, p28
conclusions du CE insuffisamment motivées, projet de PAZ (CE 20/03/85)		B18, p34
distinction entre voeu et réserve (CE 7/10/81)		B18, p34
avis favorable émis après un premier avis défavorable (CE 25/02/66)		B18, p34
respect du délai pour la remise par le CE de ses conclusions		B18, p34
nécessité pour le CE d'émettre opinion personnelle motivée et avis global fav. ou défav. -projet POS (TA Rennes 3/12/92)		B20, p43
réserves formelles non levées, incompétences du préfet (TA Nantes 4/03/91)		B24, p22
avis assorti de recommandations non assimilables à des réserves - notion		B27, p41
conclusions du CE insuffisamment motivées : annulation DUP projet tvx routiers (CE 4/02/94)		B27, p42
suggestions du CE, absence de prise en considération - annulation (CE 3/03/95)		B28, p30
réserves du CE non prises en compte : travaux autoroutiers, décret en CE (CE 3/11/95)		B29, p33
le CE n'a pas à préciser dans son rapport la nature favorable ou défav des observations qu'il recense (CE 10/05/96)		B29, p34
conclusions du CE consignées dans un doc séparé du rapport : non applicable aux enquêtes POS (CE 24/10/90)		B30, p15
réserves : nécessité de lever ces réserves pour que l'UP du projet puisse être prononcée par le préfet (CE 21/10/96)		B30, p16
observations du CE ayant le caractère d'un souhait - document séparé - réponse du CE à chaque observat° (CE 22/11/96)		B31, p30
défaut de motivation de l'avis de la commission d'enquête (non) (CE 7/07/97)		B32, p33
révision POS : rapport du CE, carences (TA Caen 14/05/96)		B33, p24
le sursis à exécution de la décision attaquée (TA Marseille 7/11/96)		B34, p33
recommandations des CE - motivations des conclusions (CE 3/07/98)		B35, p27
mission, rapport (TA Versailles 6/01/98)		B36, p23
rapport de la commission d'enquête (CE 25/05/98)		B37, p26

réserves / souhaits du CE (CE 12/03/99)	B37, p26
avis dissident d'un CE par rapport à l'avis de deux autres CE (tous les trois faisant partie d'une même commission d'enq) (TA Nantes 26/03/98)	B37, p26
examen des observations et avis de la commission d'enquête (CE 29/04/98)	B37, p27
l'avis du CE ne lie pas les auteurs d'un POS (TA Grenoble 2/12/98)	B38, p25
les voeux ne sauraient être assimilés à des réserves (CE 1/07/91)	B38, p25
sursis à exécution d'une décision prise après des conc. déf. du CE (art 6 loi 12/07/83) - modif d'un POS - conc. déf du CE notion (CE 13/03/89)	B38, p25
si les réserves ne sont pas levées, la DUP ne peut être prononcée que par décret en conseil d'État (CE 13/03/89)	B38, p25
distinction souhaits/réserves (CE 9/01/81)	B39, p23
les réserves n'étant pas levées, l'avis est réputé défavorable (CE 2/03/84)	B39, p23
le CE doit se prononcer sur le dossier soumis à enquête (TA Grenoble 16/09/98)	B39, p23
un souhait = un vœu (CE 24/04/81)	B39, p23
une réponse claire et nette doit être globalement donnée aux observations du public (TA Grenoble 5/02/97)	B39, p24
l'obligation de donner un avis personnel et motivé - le CE doit également répondre aux observat° du public (CE 10/12/90)	B39, p24
les conclus° doivent expliciter les raisons qui ont conduit le CE à donner un avis fav. (TA Grenoble 20/05/98) (CE 31/07/96)	B39, p24
procédure de révision d'un POS : la portée de l'avis du CE dans l'élaboration du document approuvé (CE 28/07/98)	B40, p32
de la portée d'un avis défavorable du CE (CE 11/06/99)	B40, p33
de la nécessité pour le CE de motiver son avis (CAA Marseille 3/02/00)	B40, p33
motiver son avis, même favorable (TA Pau 7/07/98)	B41, p26
de la portée d'un avis défavorable du CE (CAA Lyon 11/05/99)	B41, p26
de l'importance des réserves dont peut être assorti un avis favorable du CE (CE 29/12/99 - CE 11/06/99)	B41, p26
exigence d'un avis motivé du CE (CAA Bordeaux 6/07/00 et CAA Marseille 1/07/99)	B43, p35
le CE doit motiver son avis (CE 9/12/99)	B45, p34
enq expro : droit de l'expropriant de produire des obs. après la clôture de l'enquête ; possibilité pour le CE d'en tenir compte	B46, p13
prise en compte des observations du public (CE 5/04/02)	B47, p31
insuffisance du rapport du CE (CAA Marseille 31/01/02)	B47, p30
le CE a l'obligation de motiver son avis (Extrait Revue Juridique de l'Environnement n° 1/04 mars 2004)	B51, p41 et suiv.
CE - conclusions - avis favorable - recommandations et réserves - portée - IC (1ère esp) - DUP (2et et 3e esp)	B52, p40
CE - conclusions - réserves - portées	B53, p32
expropriation - utilité publique - contrôle juridictionnel - application de la théorie du bilan	B53, p34
insuffisance de l'étude d'impact et irrégularité de l'enquête publique (contre propositions non prises en compte) (TA Fort-de-France 28/09/06)	B48, p39
rapport et conclusions motivées de la commission d'enquête (CE 10/11/06)	B59, p33
aliénation d'un chemin rural - désignation du CE - conclusions - motivation (non) - irrégularité (CAA Bordeaux 5/10/06)	B61, p50
champ d'application des enquêtes - enquête non obligatoire - conséquences d'un avis défavorable du CE (CE 6/02/06)	B62, p49
ICPE - conclusions - motivation - caractère personnel de l'avis (CAA Lyon 25/03/08)	B66, p63
aliénation des chemins ruraux - conclusions du CE - avis favorable - motivation (non) - irrégularité (CAA Lyon 26/02/08)	B66, p64
avis et conclusions du CE - carte communale - conclusions - réserves non levées - caractère défavorable de l'avis (CE 19/03/08)	B67, p68
révision de POS - moment de la désignation du commissaire-enquêteur - caractère suffisant du rapport - absence d'irrégularité (CE, 8/0/08)	B69, p50
PLU - approbation, avis favorable, motivation, défaut (CAA Bordeaux, 29/06/09)	B69, p50
POS - révision, rapport et conclusions, motivation suffisante (CAA Nancy, 18/12/08)	B69, p51
ICPE - conclusions, motivation, défaut (CAA Lyon, 4/11/08)	B69, p51
Expropriation - avis favorable assorti de réserves non levées, DUP, autorité compétente, préfet (non) (CAA Marseille, 24/11/08)	B69, p52
POS - révision, avis du CE, caractère défavorable, délibération motivée du Conseil municipal, nécessité (non) (CAA Nancy, 18/12/08)	B69, p52
Obligation pour le commissaire enquêteur de motiver son avis (TA Pau 9/11/09 - TA Toulouse 22/07/10 - CAA Bordeaux 10/06/10 - CAA Lyon 17/08/10)	B71
Rapport et conclusions motivées	B85
Conclusions du CE. Motivation. DUP-Composition du dossier - Réalisation de travaux ou d'ouvrages	B86
Délai / date de remise du rapport	
prolongation du délai de remise du rapport	B2, p8
date de dépôt du rapport (CE 29/04/98)	B37, p27
délai dépassé remise du rapport du CE (CE 5/04/02)	B47, p31
enquête publique - délai - grève du service postal - prolongation (non) - (CAA Marseille 7/04/08)	B66, p62
Commission d'enquête	
CE suppléant (TA Nantes - 25/01/91)	B12, p19
participation membre suppléant à la conduite de l'enquête et rédaction rapport (TA Nantes 4/03/91)	B24, p22
composition de la commission d'enquête (CE 10/05/97)	B29, p34
composition de la commission d'enquête, personne intéressée à l'opération (CE 31/07/96)	B29, p34
fonctionnement de la commission d'enquête : avis dissident / impartialité / valeur des recommandations (TA Nantes 26/03/98)	B35, p25
membre suppléant d'une commission d'enquête (CE 29/07/98)	B36, p23
mode de fonctionnement de la commission d'enquête (CE 23/02/98)	B37, p28
rapport et conclusions de la commission d'enquête (CE 10/11/06)	B59, p33
impartialité de la commission d'enquête (TA Amiens 21/12/06)	B59, p34
Indemnisation	
indemnisation	B2, p9
indemnisation du CE (LACROIX - TA Clermont-Ferrand 9/06/87)	B3, p11
indemnisation du CE (BODIE - TA Nantes 4/05/88)	B10, p11
frais transport - utilisation par le CE de sa voiture personnelle (BOUGLE - TA Nantes 30/03/89)	B10, p11
indemnisation du CE (MONIER - TA Clermont-Ferrand 7/11/89)	B10, p12
indemnisation du CE (CE 14/11/90)	B12, p17
indemnisation du CE (TRONC - TA Nantes 14/11/90)	B12, p18
indemnisation (LORENDEAU - TA Nantes 18/07/91)	B13
annulation d'une décision préf. de réduire la demande d'indemnisation d'un CE (TA Besançon 19/05/94)	B23, p34
indemnisation des CE : nécessité prise en considération du travail effectif réalisé, contrôle normal (TA Besançon 30/03/95)	B33, p25
indemnisation du CE : nombre de vacations, justification de frais (TA Nice 3/12/96)	B33, p25
indemnisation du CE : collaborateur du service public, débiteur insolvable, responsabilité de l'État (TA Grenoble 10/12/97)	B34, p31
indemnisation (CAA Bordeaux 7/07/98)	B36, p24
indemnisation des CE (TA Grenoble 10/05/00)	B43, p35

dualité des régimes de plafonnement des indemnités selon la nature de l'enquête - Légalité (CAA Nantes, 16/05/01)	B46, p14
indemnisation - enquête loi Bouchardeau - modalités de calcul par le président délégué - légalité (CAA Marseille, 5/07/01)	B46, p15
indemnisation des CE fonctionnaires en activité (CE 10/01/05)	B54, p48
Évolution de la vacation sur trente années	B84
Réfaction de 50% des vacances versées pour les enquêtes parcellaires	B85
Estimation des indemnités du commissaire enquêteur	B85
Condamnation d'un CE	
Poursuite d'un CE du chef de diffamation publique - Éléments constitutifs de l'infraction pénale - Condamnation du CE	B78, p53
CONCERTATION	
concertation - articulation de l'article L.300-2 du Code de l'urbanisme et de l'enquête publique (CAA Douai 17/11/05)	B61, p48
La concertation lorsqu'elle revêt un caractère obligatoire doit permettre au public d'être suffisamment informé avant le début de l'enquête	B77, p32
ENQUÊTES PUBLIQUES	
Divers	
insuffisance de la prise en compte des atteintes à l'environnement, projet d'IC (TA Clermont-Ferrand 17/12/91)	B16, p28
différences entre projet soumis à enq et projet déclaré d'utilité publique / remise en cause de l'économie générale	B18, p34-35
organisation d'une nouvelle enquête, conditions de régularité (CE 5/01/95)	B27, p44
présence de collaborateurs du maître d'ouvrage aux séances réception du public (CE 1/07/91)	B18, p34
enq DUP : présence représentant du maître d'ouvrage lors des permanences du CE (CE 15/03/96)	B28, p29
suggestions du CE non suivies, allégations erronées et délib Conseil Mun fondée sur faits inexacts, annulation (CE 3/03/95)	B28, p30
disparition du dossier d'enquête (CE 4/04/97)	B31, p29
travaux entrepris avant l'intervention de la DUP (CE 22/11/96)	B31, p30
enq DUP : assistance technique apportée à la commission d'enquête, irrégularité (non) (CE 23/06/97)	B32, p34
concertation préalable, champ d'application de l'enquête publique, parc de stationnement souterrain (TA Lyon, 19/06/97)	B34, p32
défaut d'enquête publique (CAA Bordeaux 16/07/98)	B36, p24
modification du projet après enquête (CAA Bordeaux 1/03/01 - CAA Paris 30/01/01)	B45, p35
modifications introduites postérieurement à la clôture de l'enquête	B46, p12
enq expropriation : droit de l'expropriant de produire des observations après la clôture de l'enquête	B46, p13
les exigences de la jurisprudence européenne en matière d'expropriation (JF PERICAUD, Avocat)	B48, p33
expertise : art. L.123-5 du Code de l'environnement (CE 12/01/04)	B51, p41
déroulement de l'enquête publique	B53, p33
référé - expertise (rejet)	B53, p35
seuil d'exigibilité de l'enquête publique et contrôle du fractionnement des opérations (CAA Versailles 22/06/06)	B58, p41
aliénation des chemins ruraux - conclusions du CE - avis favorable - motivation (non) - irrégularité (CAA Lyon 26/02/08)	B66, p64
Les modifications non substantielles ne nécessitent pas une enquête publique	B77, p33
Le nouveau Code de l'expropriation	B81
Procédure	
Arrêté prescrivant l'enquête / Avis d'ouverture	
intitulé de l'arrêté prescrivant l'enquête (CE 22/11/96)	B31, p30
régularité de l'affichage de l'arrêté préfectoral prescrivant l'enquête (CAA 11/05/95)	B31, p31
contenu de l'avis d'ouverture de l'enquête (CE 17/11/99, CAA Marseille 13/04/00)	B43, p36
publicité de l'avis d'ouverture de l'enquête : un affichage électronique ne saurait se substituer à l'affiche par voie d'affiches (CAA Nantes, 17/11/99)	B43, p36
ouverture de l'enquête - avis - objet de l'enquête - nature du projet IC (TA Nancy 3/10/06 - CAA Lyon 1/12/05)	B62, p49
ouverture de l'enquête - avis - publicité - affichage - date de certification - modalités	B63, p69
ouverture de l'enquête (extraits de la RJE - arrêts commentés par R. Hostiou et JC. Helin)	B68, p48
Enquêtes successives	
première enq ayant donné lieu à avis déf du CE, nouvelle enq, modif substantielles du projet - légalité (CE 12/05/95)	B28, p30
seconde enq ne levant pas réserves formulées à l'issue première enq, et projet ne comportant pas de modif pouvant permettre de considérer qu'il s'agit d'un projet nouveau : annulation de l'arrêté du préfet (CE 6/05/96)	B29, p35
modification de dernière heure (procédure d'autorisation) (TA Amiens 27/06/96 - TA Caen 9/07/96)	B34, p33
Suspension d'enquête / enquête complémentaire / référé suspensif	
Suspension d'enquête et enquête environnementale	B88
Enquête complémentaire : modifications substantielles et atteinte à l'économie générale d'un projet	B88
Conditions de la suspension d'une décision après avis défavorable du commissaire enquêteur	B88
Composition du dossier	
composition du dossier	B2, p4
refus du préfet de mise à disposition d'un doc entraînant annulation procédure de révision d'un PEB (TA Besançon 15/07/94)	B25, p36
le CE peut s'il l'estime nécessaire compléter dossier d'enq - il ne lui est pas imposé de rendre public l'ensemble des doc	B27, p42
IC : absence de mention des textes régissant l'enq pub et la façon dont elle s'insère dans procédure adm (TA Lyon 18/10/95)	B28, p31
DUP : constitution du dossier (CE 10/11/97)	B33, p22
DUP : composition du dossier (CE 3/11/97)	B33, p23
refus d'adjonction d'un document par le préfet et le ministre (CE 8/07/98)	B37, p28
dossier soumis à enquête : absence d'évaluation globale d'un projet fractionné (annulation de la procédure) (CE 23/10/98)	B37, p29
dossier soumis à enquête : mention obligatoire des textes qui régissent l'enquête publique ou les enq pub conjointe (annulation des procédures) (CAA Lyon 21/07/98 - CAA Lyon 13/05/97)	B37, p29
sur la communication des documents administratifs (CE 6/04/01)	B44, p26
pour cause de confidentialité, certaines informations peuvent ne pas figurer dans le dossier d'enquête (TA Clermont-Frd 2/05/01)	B47, p32
composition du dossier (TA Clermont-Frd 8/11/02)	B52, p40
DUP - composition du dossier - irrégularité - évaluation socio-économique (1ère esp) - appréciation sommaire des dépenses (2ème esp)	B53, p35
composition du dossier soumis à enquête et relatif à une modification de PLU (TA Paris 16/03/06)	B58, p39
insuffisance du dossier d'enquête d'une ICPE (CAA Bordeaux 14/11/06)	B59, p32
contenu du dossier soumis à enquête (extraits de la RJE - arrêts commentés par R. Hostiou et JC. Helin)	B68, p50
Contenu du dossier soumis à enquête publique	B75, p37
Étude d'impact insuffisante. Annulation de la délibération et de l'arrêté fermant une voie de circulation parisienne au trafic routier	B89
Études / notices d'impact	
importance du contenu de l'étude d'impact	B5, p11
l'étude d'impact	B4, p6

insuffisance de l'étude d'impact (TA Montpellier 01/03/91)	B16, p28
sursis automatique pour insuffisance très grave de l'étude d'impact (TA Rennes 25/08/89)	B21, p47
insuffisance de l'étude d'impact	B22, p34
étude d'impact jugée insuffisante et arrêté d'autorisation assorti de prescriptions insuffisantes (TA Grenoble 8/06/84)	B22, p35
étude et notice d'impact suffisantes ; travaux autoroutiers (CE 3/11/95)	B29, p33
le contenu (variable !) de l'étude d'impact (CE 13/11/98 - CAA Bordeaux 17/02/97 - CAA Paris 23/03/99 - TA Bordeaux 20/10/98)	B40, p33-34
microcentrales : compatibilité avec le SDAGE et le contenu de la notice d'impact (TA Caen 21/12/00)	B45, p35
insuffisance de l'étude d'impact (CAA Marseille 31/01/02)	B47, p30
une étude d'impact est jugée incomplète lorsqu'elle n'indique pas les capacités tech. et fin. de l'exploitant (TA Rennes 19/07/01)	B47, p32
insuffisance de l'étude d'impact et irrégularité de l'enquête publique (contre propositions non prises en compte) (TA Fort-de-France 28/09/06)	B48, p39
insuffisance de l'étude d'impact (CAA Nancy 10/01/05)	B48, p39
insuffisance de l'étude d'impact - Obligation de faire état des espèces animales protégées (CAA Lyon 1/06/06)	B59, p33
Étude d'impact insuffisante. Annulation de la délibération et de l'arrêté fermant une voie de circulation parisienne au trafic routier	B89
Étude de danger	
étude de dangers incomplète (CAA Marseille 4/05/06)	B59, p33
Communication de pièces du dossier	
refus du préfet de communiquer une pièce du dossier ainsi qu'une photocopie du dossier (CE 10/05/96)	B2, p4
éoliennes - communication du dossier - distinction lieu d'enquête et lieu d'information - conséquences (CAA Nantes 12/11/08)	B29, p34
communication de la copie de l'intégralité du registre d'enquête (CE, 26/01/11)	B68, p52
	B71
Registre d'enquête	
registre d'enquête	B71
registre d'enquête, présentation matérielle, clôture	B2, p5
enquête publique : déroulement (transmission des registres à l'expiration du délai d'enq - CE 6/06/01)	B15, p20
ouverture tardive du registre d'enquête (TA Clermont-Frd 8/11/02)	B45, p34
ouvrages de rejet d'eaux pluviales - signature des registres - non-respect des délais de clôture de l'enquête et de transmission du dossier - absence d'irrégularité (CE 10/04/09)	B52, p40
	B68, p54
Période de l'enquête	
enquêtes se déroulant pendant période vacances / pendant l'hiver / entre Noël et jour de l'an	B2, p3
enquête se déroulant durant l'été	B16, p27
enquête se déroulant en août	B27, p43
déroulement de l'enquête publique (TA Versailles 19/10/99)	B39, p23
enquêtes publiques se déroulant pendant les périodes de vacances (Mme BORDENAVE)	B46, p11
Période de l'enquête	B85
Durée de l'enquête - prolongation	
durée de l'enquête, jours fériés, prolongation, ouverture tardive de la mairie	B2, p5
projet d'IC : durée de l'enquête insuffisante	B27, p26
étendue des pouvoirs du CE : prorogation de la durée de l'enquête (CE 16/02/94)	B27, p42
enquête préalable à DUP : durée de l'enquête (CE 5/01/95)	B27, p44
prolongation de la durée de l'enquête : délais non respectés (CE 24/10/90)	B30, p15
déroulement de l'enquête publique durant les vacances scolaires (CAA Douai, 22/07/03)	B51, p41
enquête publique - délai - grève du service postal - prolongation (non) - (CAA Marseille 7/04/08)	B66, p62
quand le préfet refuse de faire droit à la demande du CE (CAA Nantes 13/10/2009)	B68, p46
Publicité - Information, participation du public - Accès au dossier	
publicité	B2, p5
affichage projet IC : dispositions du décret du 21/09/77 respectées (CE 26/04/85)	B16, p27
affichage projet IC : publicité insuffisante (TA Toulouse 16/03/88)	B16, p27
enq préalable à DUP : accès au dossier, fermeture de la mairie pendant six jours consécutifs (CE 5/01/95)	B27, p44
conditions de publicité de l'enquête (CE 4/04/97)	B31, p29
régularité de l'affichage de l'arrêté préfectoral prescrivant l'enquête (CAA 11/05/95)	B31, p31
DUP : information du public (CE 4/07/97)	B32, p31
enquêtes publiques : la publicité préalable	B32, p37
l'avis publié dans la presse doit être complet	B32, p37
DUP : publicité de l'enquête (CE 10/11/97)	B33, p22
DUP : publicité de l'enquête (CE 3/11/97)	B33, p23
publicité (CE 7/10/98)	B36, p23
publicité (CE 29/04/98)	B37, p27
enquête publique : ouverture et publicité (en matière d'installations classées et expropriation)	B45, p34
publicité de l'enquête publique (TA Melun 18/12/03)	B51, p41
enquête publique - délai - grève du service postal - prolongation (non) - (CAA Marseille 7/04/08)	B66, p62
avis d'ouverture - publicité - conditions d'affichage - respect des délais (non) - nature du contrôle juridictionnel	B67, p66
ICPE - publicité incomplète - réunion organisée par le CE postérieurement à la clôture de l'enquête - absence d'irrégularité (CAA Bordeaux 8/09/08)	B68, p53
Visite des lieux	
le respect de la procédure préalable n'est imposé que pour la visite de lieux privés (CE 13/05/94)	B27, p42
Réunion publique	
étendue des pouvoirs du CE : organisation réunion publique (CE 16/02/94)	B27, p42
quand le préfet refuse de faire droit à la demande du CE (CAA Nantes 13/10/2009)	B68, p46
Clôture de l'enquête publique	
enq expro : droit de l'expropriant de produire des obs. après la clôture de l'enquête ; possibilité pour le CE d'en tenir compte	B46, p13
modifications introduites postérieurement à la clôture de l'enquête	B46, p12
modifications postérieures à la clôture de l'enquête publique - révision du POS (1ère esp) - caractère substantiel (non) - IC (2ème esp) - caractère substantiel (oui)	B52, p42
DUP - observations de l'expropriant après la clôture de l'enquête - pouvoirs de la commission d'enquête (CAA Nancy 8/11/07)	B66, p62
clôture de l'enquête - approbation du POS antérieure à la mise à disposition du public du rapport et des conclusions du CE - absence d'illégalité (CE 19/12/07)	B66, p65
ouvrages de rejet d'eaux pluviales - signature des registres - non-respect des délais de clôture de l'enquête et de transmission du dossier - absence d'irrégularité (CE 10/04/09)	B68, p54

Suite donnée au rapport		
délai du préfet pour statuer : prorogations		B16, p27
Sursis à exécution		
autorisation accordée à tort, sans enq pub, assimilée à décision intervenue après conc. déf. du CE (TA Clt-Ferrand 19/03/91)		B20, p43
sursis automatique pour insuffisance très grave de l'étude d'impact (TA Rennes 25/08/89)		B21, p47
avis fav du CE sous conditions - avis regardé comme déf suite non réalisation de l'une des conditions (TA Montpellier 15/12/95)		B28, p28
nécessité de lever les réserves émises par le CE pour que l'utilité publique du projet puisse être prononcée (CE 21/10/96)		B30, p16
ENQUÊTES D'UTILITÉ PUBLIQUE		
Généralités		
théorie du bilan		B2, p6
appréciation abstraite de l'utilité publique et le but poursuivi		B8, p9
appréciation concrète de l'utilité publique et l'intérêt de l'opération		B8, p 10
théorie du bilan (CE 25/05/71)		B8, p10
les atteintes aux autres intérêts publics (CE 20/10/72)		B8, p11
documents d'urbanisme		B 8, p11
utilité publique et utilité privée		B8, p 11
différences entre projet soumis à enquête et projet déclaré d'utilité publique / remise en cause de l'économie générale		B18, p34-35
notion d'utilité publique : bilan négatif		B19, p44
durée de l'enq, accès au dossier, fermeture de la mairie pendant six jours consécutifs (CE 5/01/95)		B27, p44
présence de représentants du maître d'ouvrage lors des permanences du CE (CE 15/03/96)		B28, p29
appréciation du coût total de l'opération - insuffisance - annulation de la DUP (CE 25/03/96)		B28, p29
première enq ayant donné lieu à avis déf du CE, nouvelle enq, modifi substantielles du projet, légalité (CE 12/05/95)		B28, p30
réserves du CE non prises en compte : travaux autoroutiers, décret en CE (CE 3/11/95)		B29, p33
le Conseil d'État statuant au contentieux n'a pas à apprécier l'opportunité du tracé autoroutier retenu (CE 3/11/95)		B29, p33
théorie du bilan (CE 3/11/95)		B29, p33
2ème enq ne levant pas réserves formulées suite 1ère enq : annulation arrêté du préfet (CE 6/05/96)		B29, p35
nécessité de lever réserves du CE pour que l'UP du projet puisse être prononcée par le préfet (CE 21/10/96)		B30, p16
insuffisance de l'appréciation sommaire des dépenses, de la notice explicative, de la note relative aux ouvrages les plus importants		B31, p29
absence d'utilité publique (non) (CE 4/04/97)		B31, p29
travaux entrepris avant l'intervention de la DUP (CE 22/11/96)		B31, p30
inconvenients du tracé du point de vue hydrographique et écologique au regard de l'intérêt de l'opération projetée (CE 22/11/96)		B31, p30
défaut d'utilité publique du projet (non) (CE 7/07/97)		B32, p 33
contestation, recours hors délai, irrecevabilité (CE 23/06/97)		B32, p34
assistance technique apportée à la commission d'enquête, irrégularité (non) (CE 23/06/97)		B32, p34
compatibilité avec le POS, adaptation mineure du projet, absence d'incompatibilité, caractère d'utilité publique, construction d'un tronçon de l'A86,		B32, p34
bilan positif, opportunité du tracé retenu, appréciation, compétence du juge adm (non) (CE 23/06/97)		B32, p34
constitution dossier : notice explicative, étude d'impact - législation sur les sites - absence d'utilité publique (non) (CE 10/11/97)		B33, p22
consultations préalables, régularité procédure, publicité, délai d'enq., composition dossier, modif. après enq. (CE 3/11/97)		B33, p23
procédure de concertation - divisibilité des travaux projetés - étude de nouvelles variantes (CE 17/06/98)		B35, p25
ligne élec. HT - compatibilité schéma dir. et POS - utilité publique eu égard inconvenients du projet s/milieu naturel (CE 8/07/98)		B35, p26
formalités de déroulement de l'enquête (CE 3/07/98)		B35, p27
contentieux de la déclaration d'utilité publique (CE 2/07/01)		B44, p27
annulation d'une DUP portant sur un projet routier (CE 19/03/03)		B50, p36
CE - conclusions - avis favorable - recommandations et réserves - portée - IC (1ère esp) - DUP (2et et 3e esp)		B52, p40
expropriation - utilité publique - contrôle juridictionnel - application de la théorie du bilan		B53, p34
DUP - composition du dossier - irrégularité - évaluation socio-économique (1ère esp) - appréciation sommaire des dépenses (2e esp)		B53, p35
DUP - observations de l'expropriant après la clôture de l'enquête - pouvoirs de la commission d'enquête (CAA Nancy 8/11/07)		B66, p62
DUP et principe de précaution		B77, p34
DUP-Insuffisance de l'évolution économique et sociale.Inconvenients/Avantages. Annulation		B85
DUP Consultation du conseil municipal - Conclusions du CE - Réserves-Caractère défavorable- Interprétation		B86
Enquête parcellaire		
généralités		B2, p7
notice explicative - art. R 11-3 code de l'expro (CE 1/07/88)		B21, p47
régularité de la procédure - portée de la DUP ou de l'enquête parcellaire (CE 10/10/97)		B33, p23
ÉOLIENNES		
éoliennes - communication du dossier - distinction lieu d'enquête et lieu d'information - conséquences (CAA Nantes 12/11/08)		B68, p52
parc éolien - Impact Paysager Conclusions insuffisantes du CE		B86
les éoliennes n'ont pas toujours le vent en poupe		B87
ENQUÊTES AMÉNAGEMENT		
Jurisprudence "Environnement et Urbanisme" (POS, ZAC, permis construire, lotissements) rapport de René BOURNY		B23, p35
Littoral		
extractions de sables marins sur le domaine public maritime (TA Nantes 17/11/89)		B11, p23
loi littoral, interdiction des constructions et installations, définition de l'espace urbanisé (CA Appel Lyon 12/11/96)		B32, p37
POS / PLU		
conclusions du CE en matière de POS (TA de Nice)		B3, p5
intérêt que le CE doit porter à la localisation des zones d'urbanisation (Zones NA)		B5, p10
mauvaise localisation d'une zone UI - activité industrielle (TA Limoges 2/2/89)		B6, p21
intérêt écologique méconnu (TA Orléans 29/03/88)		B6, p21
non-respect des dispositions d'un schéma dir. approuvé (TA Limoges 2/2/89)		B6, p21
importance de l'antériorité d'une implantation nuisante		B7, p15
nécessité pour le CE d'émettre une opinion personnelle motivée, et un avis global fav. ou défav. - projet POS		B20, p43
POS : avis des personnes publiques associées à son élaboration (CE 29/11/93)		B25, p35
conclusions du CE consignées dans un doc séparé du rapport : non applicable aux enquêtes POS (CE 24/10/90)		B30, p15
révision de POS : rapport de présentation et incidences sur l'environnement - rapport du CE, carences (TA Caen 14/05/96)		B33, p24
ligne électrique HT - compatibilité avec schéma directeur et POS (CE 8/07/98)		B35, p26
le rapport de compatibilité POS-schéma directeur se relâche (CE 10/06/98)		B35, p28

espaces boisés classés - changement d'affectation (non) (CAA Nantes 15/04/98)	B35, p28
révision - absence d'avis global sur l'économie générale du POS (annulation de la procédure) (TA Strasbourg 12/09/97)	B37, p28
sursis à exécution d'une décision prise après des conc. déf. du CE (art 6 loi 12/07/83) - modif d'un POS - conc. déf du CE notion (CE 13/03/89)	B38, p25
le rapport de présentation d'un POS dont la décision est soumise à enquête publique doit faire apparaître l'évolution respective de chacune des zones (CE 9/12/98)	B39, p23
procédure de révision de POS : la portée de l'avis du CE dans l'élaboration du document approuvé (CE 28/07/98)	B40, p32
modifications postérieures à la clôture de l'enquête publique - révision du POS (1ère esp) - caractère substantiel (non) - IC (2ème esp) - caractère substantiel (oui)	B52, p42
Contenu du dossier soumis à enquête et relatif à une modification de PLU (TA Paris 16/03/06)	B58, p39
POS - modification du projet en cours d'enquête - caractère intangible du projet pendant la durée de l'enquête - illégalité (CAA Marseille 7/07/08)	B66, p63
Clôture de l'enquête - approbation du POS antérieure à la mise à disposition du public du rapport et des conclusions du CE - absence d'illégalité (CE 19/12/07)	B66, p65
PLU - Zonage - Modification postérieure à la clôture de l'enquête (CAA Douai 31/10/2007)	B67, p65
PLU - Régularité de l'enquête - Possibilité d'intervention du maire en cours d'enquête pour demander des modifications postérieures à l'enquête publique - Remise en cause de l'économie générale du projet	B78, p51
PLU Avis des PPA. Rôle du CE. Modification du PLU	B85
Grands travaux	
caractère indivisible de certains travaux (Pont de l'Île de Ré)	B5, p10
grands projets d'infrastructure : éléments d'évaluation de l'efficacité économique et sociale du projet - insuffisance concernant notamment les conditions et coûts de construction et d'exploitation, l'estimation du taux de rentabilité (TA Nantes 4/03/91)	B24, p22
grands projets d'infrastructure : obligation d'une évaluation basée sur le bilan prévisionnel des avantages et inconvénients entraînés directement ou non par la mise en service de ces infrastructures (CE 4/12/95)	B30, p16
grands projets d'infrastructure : coût financier au regard de l'intérêt de l'opération - annulation du décret de déclaration d'utilité publique (CE 28/03/97)	B31, p28
utilité publique de travaux routiers (annulation des procédures) (CE 15/03/99 et CE 21/06/99)	B38, p24
ENQUÊTES INSTALLATIONS CLASSÉES	
importance de l'antériorité d'une implantation nuisante	B7, p15
pouvoir du juge d'accorder lui-même une autorisation que l'adm. a refusée (CE 15/12/89)	B11, p22
le préfet n'a pas à apprécier l'opportunité du projet d'installation ni son effet sur finances communales (TA Orléans, 5/07/91)	B16, p27
prescript ^o arrêté préf : nécessité expertise complémentaire (non) - compatibilité projet d'installation avec POS (CE 26/04/85)	B16, p 27
projet classé ds mauvaise rubrique IC - arrêté pris sur procédure irrégulière : erreur périmètre affichage (CE 22/03/89)	B16, p27-28
extension du périmètre d'une décharge : nécessité d'une nouvelle enquête publique (CE 23/12/88)	B16, p28
insuffisance de la prise en compte des atteintes à l'environnement (TA Clermont-Ferrand 17/12/91)	B16, p28
inapplication de l'article 23 du décret du 21/09/77 à une décharge contrôlée d'ordures ménagères (TA Bordeaux 28/03/89)	B16, p28
généralités	B22, p34
étude d'impact jugée insuffisante et arrêté d'autorisation assorti de prescriptions insuffisantes (TA Grenoble 8/06/84)	B22, p35
annulation d'autorisation pour plan d'épandage trompeur - élevage de poules (Cour d'Appel de Nantes 23/05/90)	B22, p35
prescriptions destinées à protéger l'envt non respectées, faits connus de l'Adm (TA Rennes 21/07/83)	B22, p35
annulation d'autorisation pour distance insuffisante entre installation et habitations	B22, p35-36
dérogation accordée moyennant aménagements spéciaux suite plainte pour pollution et bruit, instal. proche d'habitations	B22, p36
existence de trouble de voisinage dépréciant un terrain, même sans faute de l'exploitant	B22, p36
odeurs particulièrement désagréables génératrices d'un trouble anormal de voisinage	B22, p36
absence mention textes régissant l'enq et la façon dont elle s'insère ds procéd Adm - assise territoriale de la collecte des déchets : extension non prévue dans projet initial (TA Lyon 18/10/95)	B28, p31
enquête publique IC : ouverture et publicité (CCA Nancy 22/04/99)	B45, p34
microcentrales : compatibilité avec le SDAGE et le contenu de la notice d'impact (TA Caen 21/12/00)	B45, p35
CE - conclusions - avis favorable - recommandations et réserves - portée - IC (1ère esp) - DUP (2et et 3e esp)	B52, p40
modifications postérieures à la clôture de l'enquête publique - révision du POS (1ère esp) - caractère substantiel (non) - IC (2ème esp) - caractère substantiel (oui)	B52, p42
insuffisance du dossier d'enquête d'une ICPE (CAA Bordeaux 14/11/06)	B59, p32
ouverture de l'enquête - avis - objet de l'enquête - nature du projet - IC stockage et récupération véhicules hors d'usage (CAA Lyon 1/12/05)	B62, p50
ouverture de l'enquête - avis - objet de l'enquête - nature du projet - IC extension élevage porcs (TA Nancy 3/10/06)	B62, p49
ICPE - conclusions - motivation - caractère personnel de l'avis (CAA Lyon 25/03/08)	B66, p63
ENQUÊTES CARRIÈRES	
atteinte grave aux caractéristiques essentielles du milieu environnant	B5, p10
ENQUÊTES PLAN D'EXPOSITION AU BRUIT	
refus du préfet de mise à disposition d'un document : annulation procédure de révision PEB (TA Besançon 15/07/94)	B25, p36
ENQUÊTES VOIRIE	
aliénation des chemins ruraux - conclusions du CE - avis favorable - motivation (non) - irrégularité (CAA Lyon 26/02/08)	B66, p64
codes de l'urbanisme et de la voirie routière - transfert de voies privées dans le domaine public - opposition d'un particulier - incidence sur l'autorité compétente pour décider (CAA Bordeaux 22/01/09)	B68, p54
ENQUÊTES SPÉCIALES : servitudes de lignes électriques	
ligne à haute tension : enquête spéciale	B27, p43